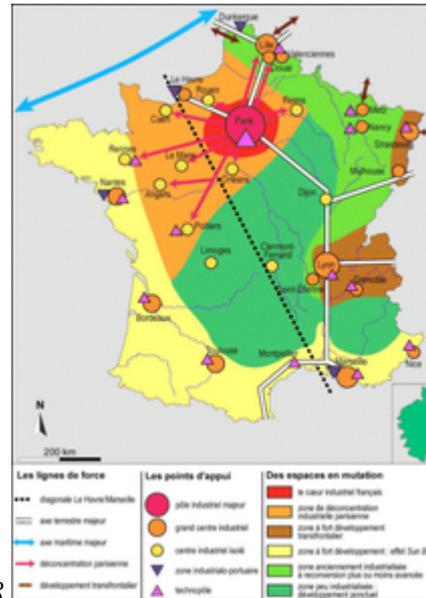


La déroute de l'industrie française ou l'échec d'Emmanuel Macron



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 30 octobre 2018

Source [Boulevard Voltaire] L'industrie de la France est en déroute. Hormis quelques secteurs de pointe dont l'aéronautique, où nous sommes leader avec Boeing, et qui sauve notre pitoyable commerce extérieur d'un désastre total, l'industrie se porte très mal. Entre 2006 et 2015, elle a perdu 530.000 salariés (16 % de ses effectifs !).

La crise de 2008 a été catastrophique pour elle. L'agroalimentaire a tiré son épingle du jeu mais le textile, le cuir et l'habillement ont perdu 37 % de leurs effectifs en dix ans, tandis que la construction s'est réduite de 7 % (100.000 emplois détruits !). À partir de 2016, l'industrie française a connu un léger mieux. Elle a timidement recréé quelques emplois. Il y a eu, en 2017, autant d'ouvertures d'usines que de fermetures et la production industrielle a crû de 4,9 %.

Cette embellie toute relative vient de s'achever au second trimestre 2018, car le secteur industriel a de nouveau perdu 1.600 emplois. Ce chiffre traduit plus une stagnation qu'un repli, mais il annonce des lendemains qui déchantent. L'aciérie Ascoval, près de Saint-Saulve (Nord), est le symbole de ce secteur industriel qui n'en finit pas de mourir. L'outil de travail est vieillissant et les investissements n'ont pas été effectués à temps, rendant les coûts de production prohibitifs par rapport à d'autres pays européens en pleine croissance. La France n'est pas l'Allemagne. Ce pays est en pointe dans de nombreux secteurs industriels et possède un réseau remarquable de PME exportatrices qui savent donner une réelle plus-value aux produits qu'ils fabriquent.

M. Hollande et son controversé CICE, qui coûte 20 milliards par an alors que nous avons un déficit du budget de 97 milliards, sont à l'origine du mieux constaté à partir de 2015, mais les effets de cette mesure commencent à s'estomper. Certes, cela ne sert à rien de s'accrocher à des emplois dépassés et non rentables. Engloutir des millions d'euros pour sauver une poignée de postes n'est qu'un gaspillage inutile. Fleurange, Vilvoorde n'avaient aucune chance de survie et leur fermeture était inéluctable. Dans ce cas, il reste seulement à négocier au mieux les compensations aux malheureux salariés plongés dans l'enfer du chômage.

Mais, en théorie, de nouveaux emplois remplacent ceux qui disparaissent. Cela ne se produit pas en France, du moins dans l'industrie, et nous vivons une descente en enfer depuis des décennies. Le général de Gaulle avait conçu un vaste plan d'industrialisation de notre pays qui a connu des échecs retentissants (le plan Calcul, notamment) mais aussi des réussites spectaculaires dans les domaines spatial et aéronautique.

Certes, les services connaissent une expansion continue, mais celle-ci risque de ne pas être suffisante pour absorber le trop-plein de main-d'œuvre. Du fait de notre démographie et de l'immigration incontrôlée (et peu qualifiée), nous avons besoin de créer, chaque année, 250.000 postes supplémentaires (100.000 pour les nouveaux migrants et 150.000 d'excès de naissances).

Le taux de chômage à 7 % que promet le gouvernement est une plaisanterie, comme l'a montré la petite

hausse du nombre de demandeurs d'emploi au troisième trimestre. Si aucune crise économique ne se produit, nous resterons à 9,8 % de chômeurs. Si, comme c'est probable, les bulles éclatent, entraînant un krach monstrueux, nous flirterons alors avec les 12 %, voire pire.